

Que vaut-il mieux pour produire de d'électricité pilotable : du nucléaire comme en France ou des combustibles fossiles comme en Allemagne ?

B.Durand le 25/05/2026

La figure 1 ci-dessous montre l'évolution entre 2000 et 2024 des quantités d'électricité produites par source pour la France (en haut) et l'Allemagne (en bas).

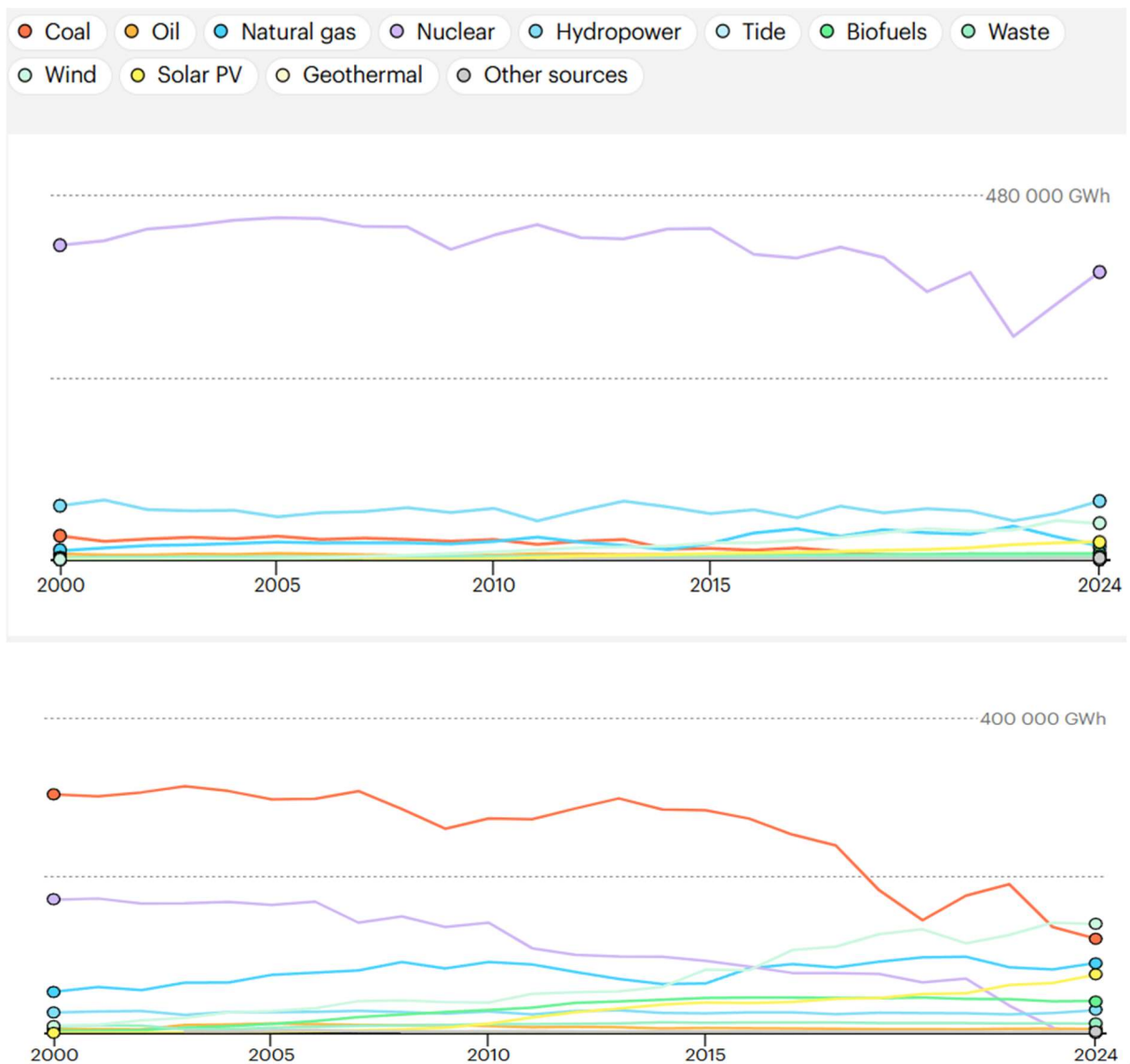


Figure 1. Source Agence internationale de l'énergie (www.iea.org)

Les faits marquants pour la France sont : 1- la prédominance pendant toute cette période de l'électricité nucléaire, mais avec une décroissance amorcée en 2012, puis une chute brutale en 2022 provoquée par la découverte de phénomènes de corrosion sous contrainte ayant entraîné des arrêts de réacteurs pour maintenance préventive, suivie d'un redressement rapide mais inachevé. 2- la disparition presque complète du charbon. 3- Une importante augmentation de la production d'électricité éolienne.

Pour l'Allemagne ce sont : 1- la prédominance du charbon (= houille + lignite) mais avec une décroissance rapide après 2013. 2- l'arrêt du nucléaire en 2023. 3- la croissance très rapide de

l'éolien, devenu en 2024 de peu la première source d'électricité, puis celle de l'électricité photovoltaïque.

Le tableau ci-dessous, constitué à partir des données de cette figure, compare pour la France et l'Allemagne les productions d'électricité par source en 2008 et 2024. L'année 2008 a été choisie parce que c'est l'année du début en France du développement des électricités intermittentes, éolienne et solaire photovoltaïque, tel que prescrit par le Grenelle de l'environnement en Septembre 2007. 2024 est l'année la plus récente de publication des statistiques de l'Agence internationale de l'énergie, dont ces valeurs proviennent.

On y a ajouté les données sur les émissions de CO₂ de la production d'électricité, qui en proviennent également, et celles sur les prix de l'électricité pour les ménages, qui proviennent d'Eurostat.

Sur ce tableau, sont portées en rouge les quantités d'électricité produites par les centrales électriques dites **pilotables**, telles que les centrales nucléaires et les centrales à combustibles fossiles, parce que leur puissance peut être mise en œuvre par un opérateur à la demande des consommateurs. En vert sont celles produites par des centrales dites **non pilotables** parce que leur puissance obéit à la météo et non à la volonté humaine. Il s'agit là des **électricités dites intermittentes**, électricité éolienne et électricité photovoltaïque.

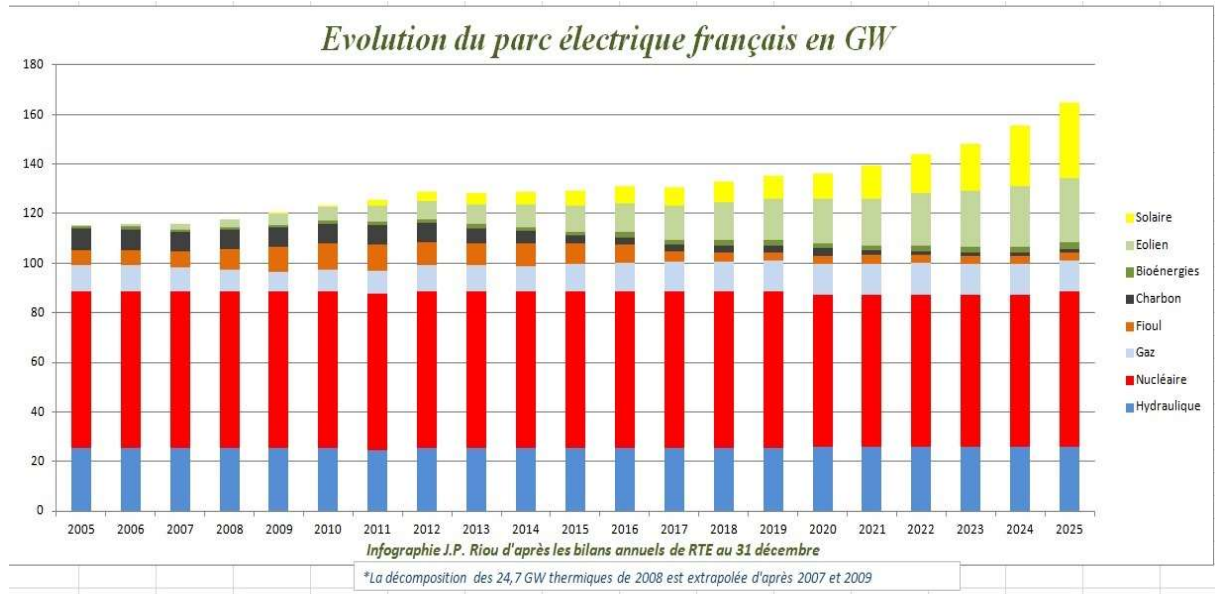
L'hydroélectricité, en bleu, est produite par trois types de centrales : Les centrales **au fil de l'eau**, à faible chute d'eau, dont la production fluctue au gré des variations de débit du fleuve sur lesquelles elles sont installées, et dont la puissance ne peut donc être que très peu pilotable par un opérateur. Celles dites **d'éclusée**, installées sur des barrages de rivières à fort débit mais avec de moyennes hauteurs de chute, sont pilotables pour une petite partie de leur puissance. Celles installées sur des **lacs de barrage** de grandes dimensions avec de fortes hauteurs de chute sont pilotables. On a considéré ici que la moitié seulement de la production hydroélectrique était pilotable.

Source	France 2008	France 2024	Allemagne 2008	Allemagne 2024
	TWh	TWh	TWh	TWh
charbon	26,4	0,7	285,4	120,8
gaz	21,9	17,4	90,3	89,1
fuel	5,2	1,8	9,7	4,9
nucléaire	439,4	380,5	148,5	0
bioénergies	2,1	7,8	23,3	40,7
déchets	3,8	4,5	9,7	11,3
géothermie	-	0,1	0,018	0,2
hydro pilotable	34,2	38,8	13,2	14,5
hydro non pilot.	34,1	38,7	13,2	14,4
éolien	5,7	47,2	41,4	138,9
solaire	0,041	24,8	4,4	74,3
autres	-	-	2	1,2
total	573,8	569,5	641,2	510
CO ₂ , g par kWh	92	49	541	380
Prix, euro/MWh	121,3	284,7	214,8	395,1

On observe d'une date à l'autre : 1- Pour la production totale d'électricité : peu de variation en France et une forte diminution en Allemagne coïncidant avec la forte diminution de l'appel au charbon après 2013. 2- Pour les émissions de CO₂ de la production d'électricité : une forte diminution en France, mais à partir d'un niveau déjà faible, et également une forte diminution en Allemagne, mais tout en restant à un niveau très élevé. Ces diminutions, en France comme

en Allemagne, coïncident avec la diminution de l'appel au charbon, très émetteur, observées sur la figure 1. 3- Pour le prix de l'électricité pour les ménages : une très forte augmentation, presque un doublement en Allemagne, mais à partir d'un niveau très élevé, et plus qu'un doublement en France.

La figure 2 ci-dessous représente l'évolution des puissances installées (capacités de production) pour produire ces catégories d'électricité, en haut pour la France d'après les données du réseau du gestionnaire du réseau de transport d'électricité (RTE), en bas pour l'Allemagne d'après le Fraunhofer Institute (https://energy-charts.info/charts/installed_power/chart.htm?l=fr&c=DE&year=-1)



-Courtoisie JP Riou

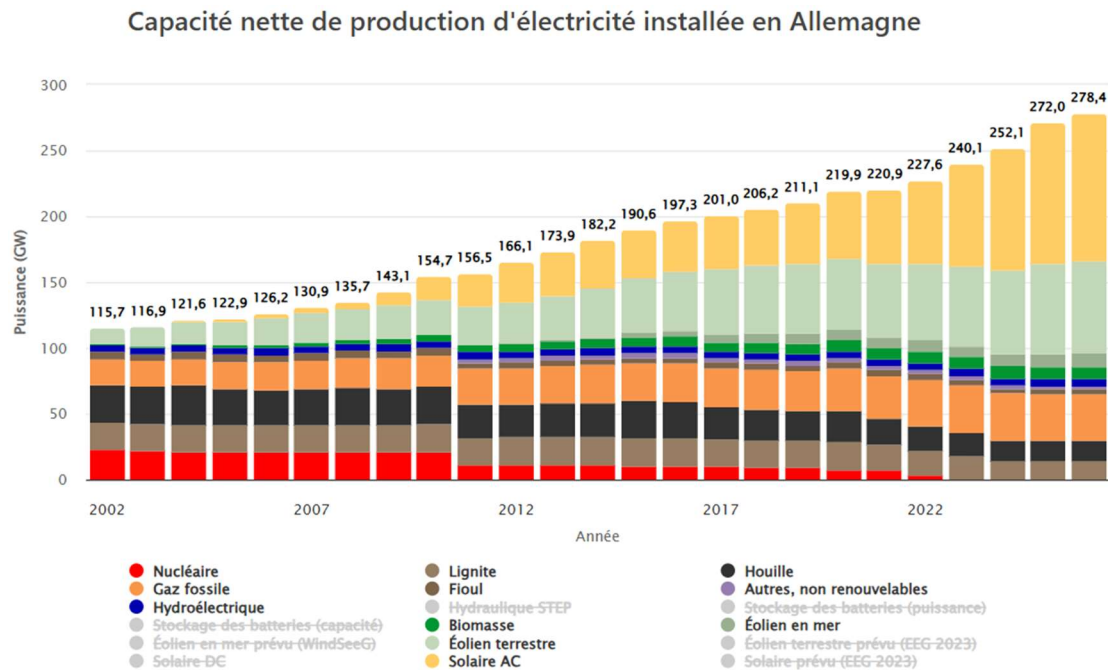


Figure 2. Nota : Les proportions des puissances installées en France des différents combustibles fossiles, gaz, fuel et charbon n'étant pas fournies par RTE pour 2008, elles sont donc pour cette année interpolées des valeurs de 2007 et 2009, ce qui est certainement très près de la réalité.

En France ces puissances totales installées étaient en 2008 de 114 GW dont 102 de centrales pilotables (en excluant donc l'hydroélectricité non-pilotable), et de 157 GW dont 103 de pilotable en 2024.

En Allemagne avec les mêmes conventions, elles étaient de 136 GW dont 105,2 de pilotable en 2008, et de 252 GW dont 85 de pilotable en 2024.

Il y a donc eu pendant cette période une forte croissance des puissances totales installées en France et encore plus en Allemagne, mais elle a essentiellement été due au développement de parcs éoliens et solaires photovoltaïques, non pilotables. Pour autant, la production d'électricité n'a pas augmenté, mais diminué, de peu en France et de beaucoup en Allemagne (voir tableau)

La distinction entre centrales pilotables et centrales non pilotables est essentielle pour juger de l'intérêt du développement de l'éolien et du solaire PV dans les deux pays.

Le fait qu'un réseau électrique fonctionne avec du courant alternatif implique qu'en chaque lieu et à chaque instant la puissance électrique fournie soit égale à la puissance demandée par les consommateurs , ce qui se traduit par le maintien de la fréquence du courant, 50 hertz, sur tout le réseau européen de transport d'électricité (en [anglais](#) *European Network of Transmission System Operators for Electricity*, ENTSO-E), cela à 1 % près sous peine de blackout.

Cela est impossible à réaliser avec uniquement des centrales non pilotables, parcs éoliens et solaires photovoltaïques, parce que la puissance qu'elles fournissent fluctue considérablement en fonction de la météo et ne peut donc que très occasionnellement et cela de façon aléatoire coïncider avec celle demandée par les consommateurs. Elles sont donc strictement inutilisables par un consommateur, sauf à les associer avec de la puissance produite par des centrales pilotables. Celles-ci font l'ajustement nécessaire en puissance pour que la puissance totale fournie par cet ensemble coïncide à chaque instant avec la puissance demandée par les consommateurs : les centrales pilotables diminuent leur puissance et donc leur production quand la puissance et la production des intermittentes augmentent, et les augmentent dans le cas inverse.

C'est la puissance totale disponible des centrales pilotables qui gouverne en fait la quantité maximale d'électricité qui peut être mise sur un réseau. **Car il s'agit là d'un jeu à somme constante** : à consommation donnée, ce qui est produit par les centrales non pilotables ne peut plus l'être par les centrales pilotables. Et en cas de défaillance du non pilotable (absence de vent et/ou de soleil), le pilotable doit garantir à lui seul la consommation. Il faut donc en permanence pouvoir disposer d'autant de puissance pilotable que nécessaire pour garantir en toutes circonstances la consommation. L'investissement en éolien et solaire est un investissement supplémentaire qui ne produit pas d'électricité supplémentaire et donc ne sert à rien d'un point de vue quantitatif.

On constate en effet que pour la France comme pour l'Allemagne, le développement de l'éolien et du solaire PV n'a pas permis de produire plus d'électricité, de façon spectaculaire dans le cas de l'Allemagne, et que la quantité d'électricité produite est en rapport avec la puissance totale en centrales pilotables et non de la puissance totale (pilotable + non pilotable).

D'autre part, quelle que soit la puissance installée en éolien et solaire PV, la **puissance disponible** en pilotable doit toujours pouvoir équilibrer la **puissance** de la consommation, pour pallier en toutes circonstances une absence de vent (en France une fois ou deux par mois en moyenne) et/ou une absence de soleil (la nuit mais aussi en cas de couverture nuageuse pour ce dernier), qui peut se produire plusieurs jours de suite et parfois se répéter lors des épisodes anticycloniques accompagnés de grand froid en hiver dans une grande partie de l'Europe. On estime que la puissance électrique garantie par l'ensemble des parcs éoliens, c'est-à-dire disponible en toutes circonstances n'est en France que de l'ordre de 1% de leur capacité

installée, 4 à 5 % à l'échelle de l'Europe (1). Et bien sûr la puissance électrique garantie par les parcs photovoltaïque est nulle, puisque chaque nuit il n'y a pas de soleil en Europe. Et augmenter sans cesse les puissances installées d'éolien et de solaire photovoltaïque ne changera rien à cette situation

Si l'on se souvient que le 8 Février 2012 la puissance électrique consommée a atteint en France 102 GW, il est évident que la puissance pilotable installée en France n'a plus actuellement de marge de sécurité.

L'Allemagne n'a pas besoin d'autant de puissance pilotable que la France parce que contrairement à celle-ci elle utilise peu l'électricité pour le chauffage domestique. Mais sa puissance pilotable ayant cependant fortement diminué, elle est obligée maintenant de faire appel à de la puissance pilotable d'autres pays via les interconnexions électriques européennes pour garantir sa sécurité. Consciente de ce problème, elle veut maintenant construire de nouvelles centrales à gaz, ce qui aura pour dommage collatéral de la rendre très vulnérable à son approvisionnement en gaz, dont elle ne produit plus. Notons à ce propos que le prix au jour le jour de l'électricité sur le marché unique européen de l'électricité tel qu'il est conçu actuellement est celui du coût de production marginal (= le prix du kWh supplémentaire produit) le plus élevé de toutes les centrales en fonctionnement en Europe. Un recours accru au gaz joint au fonctionnement actuel du marché expose donc toute l'Europe à des prix de l'électricité très élevés quand le prix de marché du gaz augmente fortement, ce que l'on a constaté avec la guerre en Ukraine.

En réalité il n'y a pas à choisir entre électricités intermittentes non pilotables, éolien et solaire photovoltaïque, et électricités pilotables comme on l'entend dire si souvent, mais bien entre catégories de pilotables pour assister l'éolien et le solaire photovoltaïque que l'on décide de construire. Les possibilités sont assez variées, mais beaucoup des sources pilotables disponibles sont en fait très limitées par la nature. Par exemple les centrales à bioénergie (bois, biogaz...), qui produisent actuellement une part non négligeable de l'électricité allemande (voir tableau), sont limitées par les quantités de biomasse disponibles annuellement pour cet usage, et donc in fine par la photosynthèse, processus certes naturel, mais en fait très inefficace (2). Les possibilités des centrales hydroélectriques, autre source importante d'électricité pilotable, sont limitées par la pluviométrie et la hauteur moyenne des reliefs existants dans le pays considéré (3).

En définitive, seuls le nucléaire et/ou les combustibles fossiles sont à même de pouvoir fournir l'ordre de grandeur des quantités d'électricité nécessaires à l'échelle de la grande majorité des pays industriels. Des exceptions sont les pays à fort relief et forte pluviométrie comme en Europe l'Autriche, la Suisse et la Norvège où l'hydroélectricité peut fournir la totalité (Norvège) ou une très grande partie (Autriche, Suisse) des quantités nécessaires. L'Allemagne est mal lotie. La France est en position intermédiaire avec des possibilités importantes mais très insuffisantes.

Quels enseignements tirer de l'examen de ces données ?

Les électricités non-pilotables, éolienne et solaire PV, ne peuvent pas apporter d'électricité supplémentaire, du fait qu'à consommation donnée l'électricité qu'elles produisent n'est alors plus produite par les centrales pilotables qui les assistent. On le vérifie à l'examen des données présentées ici pour la France et l'Allemagne, où la production d'électricité n'a pas augmenté avec le développement de ces électricités pour la première, et a beaucoup diminué pour la seconde. Il est donc faux de prétendre, comme on l'entend ou le lit sans arrêt actuellement, qu'en attendant le nouveau nucléaire qui n'arrivera pas avant 2035, il faut bien construire de

l'éolien et du solaire PV pour pouvoir produire plus d'électricité. Seule une augmentation de la puissance disponible en centrales pilotables le peut.

Les électricités non pilotables sont en réalité inutiles d'un point de vue quantitatif, puisqu'en leur absence les centrales pilotables qui leur sont associées pourraient produire toute l'électricité produite par leur association. Et l'affirmation sans arrêt lue et entendue que tel parc éolien une fois construit produira de l'électricité pour tant de milliers d'habitants est également fausse. Les habitants en question n'auront en fait pas plus d'électricité qu'avant. L'électricité qui leur sera fournie comprendra simplement plus d'électricité intermittente non pilotable et moins d'électricité pilotable, cela à un prix plus élevé comme démontré dans ce qui suit.

Le développement de l'éolien et du solaire PV s'est accompagné en France et en Allemagne d'une très forte augmentation du prix moyen de l'électricité pour les ménages et l'industrie. Ceci s'explique par la nécessité : 1- d'un double investissement (pilotable + non pilotable) pour produire on le voit ici la même quantité d'électricité en France et une quantité nettement plus faible d'électricité en Allemagne 2- de développer et renforcer le réseau électrique pour relier les parcs éoliens et solaires au réseau. Mais aussi du fait de l'augmentation du coût de production de l'électricité par les centrales pilotables, qui sont obligées de produire moins qu'elles ne le pourraient pour faire place à l'électricité non pilotable alors qu'elles conservent les mêmes frais fixes (salaires, frais financiers, maintenance...). Et parce qu'il faut bien faire du bénéfice, ceci se traduit par des augmentations des prix moyens sur le marché de l'électricité. A noter que cette augmentation des coûts est maintenant financée non plus seulement par l'augmentation des factures d'électricité, mais aussi par l'impôt, en France comme en Allemagne, ce qui conduit l'opinion à la sous-estimer.

Enfin on observe que le choix fait par l'Allemagne du gaz et du charbon comme principales sources d'électricité pilotable pour assister l'éolien et le solaire photovoltaïque s'est certes traduit par une diminution très sensible des émissions de CO₂ de sa production d'électricité, mais que celles-ci restent encore bien plus importantes que celles de la France, qui a fait le choix du nucléaire.

L'affirmation selon laquelle il faut développer l'éolien et le solaire en France parce qu'ils n'émettent pas de CO₂ est également fausse. Les émissions de CO₂ de la production électrique française sont parmi les plus faibles au monde parce que sa production pilotable repose essentiellement sur le nucléaire et l'hydroélectricité dont les émissions, calculées en analyse du cycle de vie (4), sont très faibles et même bien inférieures à celles de l'éolien et du solaire photovoltaïque. Alors qu'en Allemagne cette production repose essentiellement sur les combustibles fossiles, très émetteurs.

Conclusion

Le développement massif des électricités intermittentes non-pilotables, éolien et solaire photovoltaïque, au détriment du nucléaire a été une erreur stratégique majeure pour l'Allemagne mais aussi pour l'EU 27 qui suit sous son influence cette politique depuis déjà 30 ans. Le Chancelier allemand et la Présidente de la Commission Européenne l'ont enfin reconnu publiquement cette année, mais il est bien tard et les dégâts sont très importants et peut-être même irréversibles. L'Allemagne y a certes gagné une diminution notable des émissions de CO₂ de sa production d'électricité (mais cette diminution aurait été bien plus forte si elle avait conservé toute la puissance de nucléaire dont elle disposait (21 GW). Mais cela au prix d'une

addiction durable aux combustibles fossiles, fuel, charbon et de plus en plus gaz, et donc d'une dépendance géopolitique croissante à ce dernier, entraînant des risques de rupture d'approvisionnement et d'envolée des prix comme l'a démontré la guerre en Ukraine. Au prix aussi d'une très forte augmentation dans toute l'Europe du prix de l'électricité pour les ménages et pour l'industrie, et même du recours à l'impôt pour subventionner l'éolien et le solaire photovoltaïque, diminuant ainsi le pouvoir d'achat des ménages et la compétitivité des entreprises. Au prix encore de risques croissants sur la stabilité du réseau électrique et donc de blackout au fur et à mesure de la croissance des proportions d'électricités intermittentes dans la production totale **instantanée** d'électricité, comme la démonstration en a été faite le 18 avril 2025 par l'Espagne.

Mais un développement massif de ces électricités intermittentes est une erreur stratégique encore plus grave pour la France, car elles n'ont même pas la justification comme en Allemagne de faire baisser de manière significative les émissions de CO₂ de la production électrique. **Elles sont inutiles aussi bien d'un point de vue quantitatif, que qualitatif pour faire diminuer les émissions de CO₂ de notre production d'électricité.** Et si l'Allemagne, dont la balance commerciale est fortement excédentaire, peut sans trop de dommages acheter des panneaux solaires et de plus en plus des éoliennes à la Chine qui en est devenu le premier fabricant mondial, c'est préoccupant pour la France, dont la balance commerciale est fortement déficitaire. C'est pourtant cette énorme erreur stratégique que nos gouvernements successifs ont commise depuis le Grenelle de l'environnement et s'approprient même à amplifier, en voulant imposer contre vents et marées une troisième programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE3) où est inscrit ce développement massif.

La guerre en Ukraine, puis celle en Iran ont mis en évidence aux yeux de tous la très préoccupante vulnérabilité des pays de l'EU 27 à leur approvisionnement en pétrole et gaz, qui sont importés à plus de 90 % du fait des très faibles ressources disponibles sur leur territoire. Mais peu de gens ont réalisé, y compris parmi nos politiques, que les déclin des productions mondiales possibles de pétrole et de gaz sont attendues bien avant le milieu de ce siècle, et qu'il en sera aussi de même pour le charbon (5). Cela parce que les alertes à ce sujet, faites inlassablement et depuis déjà bien longtemps par des spécialistes de ces questions, n'ont pas été relayées par le complexe médiatico-politique ou bien ont été ridiculisées. Ce qui se passe actuellement sera donc bientôt devenu la norme si nous n'arrivons pas d'ici là à faire diminuer considérablement en un temps très court notre consommation.

Pour cela l'électrification des usages, véhicules et chauffage électrique en particulier, permettrait de faire un grand bout du chemin. Mais comment faire si nous nous obstinons à développer massivement de l'éolien et du solaire PV qui ne nous servent à rien pour produire plus d'électricité et diminuer nos émissions de CO₂ et qui, par le gaspillage de sommes énormes et l'augmentation considérable du coût de production de l'électricité que ce développement massif entraîne, retardent de façon évidente cette électrification.

Supprimer les subventions à tout nouveau projet de parc éolien ou solaire photovoltaïque serait une première mesure de bon sens, surtout de la part d'un gouvernement aussi contraint budgétairement que le nôtre. Et il faudrait faire vite, car il vaut mieux prévenir qu'avoir à guérir.

Pour finir, il faut dire un mot de l'utilisation de systèmes de stockage-déstockage d'électricité, lesquels, en association avec les électricités intermittentes permet en théorie de jouer le même rôle que les centrales pilotables. Mais il faudrait pouvoir disposer d'une puissance de stockage du même ordre que celles des centrales pilotables, environ 100 GW au total en France

actuellement, pour pouvoir faire face à elle seule à une «panne» de vent et de soleil telle que celles observées sur la plus grande partie de l'Europe de l'Ouest lors des journées froides d'hiver, et aussi disposer alors d'une quantité stockée disponible suffisante pour faire face à une durée de l'ordre de la semaine en période froide, environ 10 TWh car ces pannes peuvent avoir une durée de cette ordre. Et il faudrait aussi pouvoir disposer à nouveau de cette quantité stockée très rapidement, plusieurs périodes de ce genre pouvant se reproduire au cours du même hiver. C'est irréaliste.

De tels systèmes sont cependant déjà mis en œuvre pour écrêter des pointes exceptionnelles de consommation, ce qui permet de réduire un peu la puissance nécessaire en centrales pilotables, mais cela reste marginal et cher.

1-Thomas Linnemann and Guido S. Vallana (2019) : Wind Energy in Germany and Europe Status, potentials and challenges for baseload application Part 2 : European Situation in 2017. VGB PowerTech 3 | 2019.

2-le rendement énergétique de la photosynthèse, calculé comme le rapport entre la quantité d'énergie accumulée dans les plantes et les quantités d'énergie qu'elles ont reçues du soleil, est de l'ordre du % par unité de surface au sol. Il faut donc des surfaces considérables pour produire des quantités notables de « bioélectricité ».

3- Dans un pays, l'énergie potentielle annuellement disponible dans l'eau de pluie ayant atteint le sol pour être transformée en hydroélectricité est en théorie égale à $m \cdot g \cdot h$, m étant la masse totale de cette eau, g l'accélération de la pesanteur et h la hauteur moyenne du relief (342 mètres en France métropolitaine). Mais la majeure partie de cette eau n'est en réalité pas disponible pour un turbinage (évapotranspiration de la végétation, infiltration, ruissellement). La France est maintenant proche de la limite de ses disponibilités ainsi que les autres pays de l'EU27.

4-L'Analyse de cycle de vie (ACV) est une méthode d'évaluation visant à quantifier les impacts environnementaux d'un produit ou d'un service, dans un objectif d'éco-conception ou pour choisir parmi plusieurs produits ou services le plus performant. Tous les impacts potentiels sur l'environnement et les consommations de ressources sont étudiés, depuis l'extraction des matières premières jusqu'au traitement des déchets (« du berceau à la tombe »).

5- <https://aspofrance.org/2026/04/13/petrole-et-gaz-naturel-point-de-situation-2025-bernard-durand-octobre-2025-revise-mars-2026/>